



NOUVEAU

**FRONT
POPULAIRE**

Programme du Nouveau Front Populaire

**Notre proposition
macroéconomique**

L'échec de la politique économique, fiscale, budgétaire et sociale d'Emmanuel Macron : le ruissellement mis en échec

Dégradation des finances publiques : le désarmement fiscal et les aides inutiles à la finance

Après sept années, il est possible de dresser un bilan implacable de la politique fiscale et budgétaire d'Emmanuel Macron, qui a échoué.

Le déficit public est passé de -2,3 % du PIB en 2018 à -5,5 % du PIB en 2023. Les marges budgétaires ont depuis 2017 été dilapidées en faveur des plus riches et des plus grandes entreprises par des suppressions massives de recettes fiscales.

Chaque année, selon la Cour des comptes, ces choix représentent plus de 50 milliards d'euros de recettes fiscales en moins pour l'État, en majeure partie au bénéfice de ceux qui n'en ont pas besoin, tout cela sans aucune contrepartie. Une trop grande partie des aides aux entreprises, qui représentent 223 milliards d'euros selon France stratégie, ont profité à la finance sans pour autant améliorer les capacités de production et la situation des entreprises. Ce sont des moyens en moins pour financer notamment le pouvoir d'achat, les investissements publics en matière de transition écologique et les services publics.

Dans le même temps, **la dette publique** est passée de 98,5 % du PIB en 2018 à 109,9 % du PIB en 2023. Cette hausse de plus de 10 points ne peut se résumer aux conséquences de la dette Covid mais découle pour une grande partie des suppressions d'impôts évoquées plus haut. Le bilan d'Emmanuel Macron, c'est 1 000 milliards d'euros de dettes en plus !

Inefficacité de la « politique de l'offre » : l'impasse économique

Suite au désarmement fiscal opéré par Emmanuel Macron, nous avons constaté :

- Un taux de marge des entreprises en France qui est passé de 30,8 % en 2017 à 32,7 % en 2023 ;
- Une distribution des dividendes qui n'a jamais été aussi élevée, les dividendes versés par le CAC40 ayant doublé entre 2017 et 2023.

Malgré une **politique de l'offre et de compétitivité** exclusivement tournée vers les profits, l'investissement en France des entreprises a peu augmenté en proportion du PIB (INSEE), et les dépenses de recherche et développement (R&D) en France ne sont qu'au 9e rang des pays de l'Union européenne et au 17e rang mondial. Notre pays est absent des podiums internationaux dans le domaine des technologies innovantes, notamment celles qui participent à la bifurcation écologique. Nous sommes dans une situation de « décrochage technologique ».

Cette politique prétendument de l'offre n'a également pas eu de résultats probants en matière de croissance, la croissance française étant régulièrement inférieure ces dernières années à celle de l'UE.

Une politique de maltraitance sociale

Pour compenser les suppressions d'impôts pour quelques-uns, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de mener **des politiques d'austérité** pour tous les autres, avec des réformes parmi les plus anti-sociales de l'après-guerre : réforme des retraites, réformes de l'assurance chômage, baisse des APL, etc.

Ces politiques sont vouées à l'échec, avec l'enclenchement **d'un cercle vicieux** dépréciant la croissance et dégradant les finances publiques.

Pourtant, le gouvernement persiste. Ainsi, les perspectives de redressement des finances publiques tracées au printemps par le gouvernement pour la fin du quinquennat manquent de « *crédibilité* » selon le Haut Conseil des finances publiques, pour qui « *un tel effort en dépenses n'a jamais été réalisé par le passé* ».

Par ailleurs, en matière sociale, les conséquences de ces politiques sont désastreuses selon l'INSEE :

- Les inégalités de niveau de vie ont fortement augmenté, pour atteindre un niveau jamais vu depuis 2011 et la fin des années Sarkozy ;
- Le taux de pauvreté est reparti à la hausse depuis 7 ans, passant de 13,8 % à 14,5 % en 2021.

Inverser la logique : Enclencher un cercle vertueux

Le programme du Nouveau Front Populaire marque une **rupture immédiate et claire** avec la politique mise en œuvre depuis 2017.

Il part des besoins, s'appuie sur la planification écologique et le partage des richesses. Il vise une relance forte de l'activité économique dans la justice. L'action de l'État sur les entreprises et les revenus des ménages doit permettre de dégager les moyens nécessaires pour développer l'emploi de qualité, la formation, les services publics. Le pôle public bancaire et financier fera les avances nécessaires, et les orientera efficacement sans être soumis aux normes folles des marchés financiers.

Cette orientation conjugue politique de demande et nouveau pacte productif en phase avec la bifurcation écologique pour conjurer les échecs passés des politiques de gauche.

Une autre intervention de l'État planificateur

Dans le programme du Nouveau Front Populaire, l'État est repositionné comme acteur de l'économie pour **distribuer du pouvoir d'achat, orienter les investissements vers les grandes priorités et bifurcations et entraîner l'ensemble de l'économie** : planification écologique, logement, souveraineté industrielle et aménagement du territoire notamment.

Pour financer ce repositionnement, le programme met fin aux cadeaux fiscaux improductifs sur le capital et restaure les marges de manœuvre fiscales de l'État en ciblant les ultra-riches, les superprofits et en rétablissant la progressivité de l'impôt pour lui redonner son rôle redistributif. Il permet à 9 Français sur 10 de payer moins d'impôt dès 2025.

Cette relance keynésienne est d'autant plus efficace qu'elle se concentre sur la consommation populaire, surtout en période de basse conjoncture. Des réformes orientent les dépenses et réduisent le coût du capital (refonte des aides, droits des salariés, nouvelle fiscalité, modulation des cotisations sociales, pôle public bancaire et financier, etc.). Elle s'accompagne de l'ouverture de négociations internationales. Elle s'autofinance largement grâce au retour de la croissance et repose d'abord sur un crédit sélectif, une réforme de la fiscalité et la politique des revenus.

Les nouvelles marges de manœuvre financières de l'État doivent également lui permettre de répondre à l'urgence sociale, **retisser notre modèle social** (abrogation des réformes anti-sociales) et de **développer les réseaux publics à la hauteur des besoins** : santé, éducation, recherche, culture, sport notamment.

Augmenter fortement les salaires et développer la formation

La relance salariale massive a des effets à la fois sur la demande, par la hausse du pouvoir d'achat des salariés, mais également sur l'offre de travail.

Tout le monde s'accorde aujourd'hui sur le fait que les salaires sont trop faibles dans de nombreux secteurs où les difficultés de recrutement persistent. Le programme du Nouveau Front Populaire permet de revaloriser le travail et son sens par des emplois et des salaires décents plutôt qu'en détruisant notre modèle social et en accroissant la précarité d'une grande partie de la population.

L'augmentation de 14 % du SMIC à 1600 euros net aura des effets positifs pour toute l'économie et va remplir les carnets de commande des TPE et PME du pays. Mais dans les premiers mois, certaines d'entre elles peuvent avoir besoin d'être aidées, lorsque leurs marges sont faibles, avant que les effets vertueux de la hausse générale de salaires ne se fassent sentir. Il s'agit de laisser le temps aux effets de demande accrue de se manifester positivement sur les carnets et le chiffre d'affaires des PME-TPE, mais aussi de leur permettre de se transformer afin de gagner en efficacité, dégageant ainsi des marges de manœuvre.

Nous mettrons en place plusieurs dispositifs :

- Des avances à 0 % sur 1 ou 2 ans, par le pôle public bancaire, pour les PME-TPE dont la situation financière est difficile ;
- Un fonds de solidarité pour le développement des TPE / PME pour la reprise à 0 % de leurs charges financières ;
- Un dispositif de crédit bonifié pour les PME-TPE souhaitant se développer : financement à 0 %, voire à taux négatif, de leurs investissements, le taux étant d'autant plus abaissé que ceux-ci sont utiles socialement et écologiquement ;
- Des mesures d'accompagnement financiers dégressifs et temporaires pour les petites entreprises qui en ont besoin.

Le droit à la formation est essentiel pour en finir avec la précarité et sécuriser les parcours professionnels et ne doit pas viser « l'employabilité » immédiate. Il doit permettre aux femmes et aux hommes d'exprimer leur créativité pour répondre aux évolutions technologiques et aux défis contemporains tels que la bifurcation écologique. Le temps de formation sera renforcé, librement choisi, financé par la cotisation. La formation ne sera plus bradée au marché mais un véritable droit pour tous les salariés.

Cette voie cohérente a été empruntée dans d'autres pays, qui ont théorisé les bénéfices d'une **forte stimulation de l'économie**, permettant d'atteindre le plein emploi, en finançant les grandes priorités stratégiques. Notamment fondé sur ces principes économiques, le programme du Nouveau Front Populaire se décline ensuite dans le sens de trois grandes priorités.



Nos 3 priorités

1. AGIR POUR LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS

Le gouvernement du Nouveau Front Populaire répond dès son arrivée au pouvoir à l'urgence sociale et à la pauvreté qui minent le pays. La hausse des salaires, des prestations sociales et des petites retraites améliorera la vie des Françaises et des Français. Économiquement, cela crée un regain de consommation populaire vertueux pour toute l'économie.

Cela vaut pour l'activité des entreprises, qui bénéficient de la hausse de la demande et peuvent embaucher, et pour les finances publiques qui profitent de la hausse des recettes fiscales. Le gouvernement met au cœur de son projet le renforcement et la conquête de nouveaux droits sociaux après des décennies de reculs et contre-réformes.

2. UNE BIFURCATION ÉCOLOGIQUE POUR PRÉSERVER LE CLIMAT ET LE VIVANT

Une politique économique vertueuse ne peut plus se faire selon des modèles dépassés : une profonde transformation de nos modes de production et de consommation est indispensable. Le gouvernement du Nouveau Front Populaire pose les bases d'une planification écologique de long terme qui permette à la France de remplir ses engagements climatiques et de protection de la biodiversité. Il répond aussi au défi de l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

Ce changement radical de modèle s'effectue avec les classes populaires et moyennes et permet d'entraîner et structurer de nombreux secteurs économiques : ferroviaire, énergétique, construction et rénovation, agriculture, agro-industrie, etc.

3. RÉPARER ET DÉVELOPPER LES SERVICES PUBLICS

L'effondrement des services publics est dramatique pour toutes celles et ceux qui en dépendent pour vivre, qui n'ont pas le luxe de pouvoir recourir aux onéreuses prestations du privé. Le Nouveau Front Populaire remet des moyens humains et financiers en accord avec le travail fourni par les fonctionnaires et les besoins de notre société.

Nous garantirons à tous l'accès aux services publics sur l'ensemble du territoire, : chacune et chacun doit pouvoir bénéficier des services publics fondamentaux – écoles publiques, transports en commun, hôpitaux, crèches, EHPAD, etc. – à moins de 30 minutes de chez soi. Nous réparerons l'injustice particulière dont les Outre-mer sont les victimes en matière de déserts de services publics.

L'action en trois temps du Nouveau Front Populaire

Les dépenses présentées dans ce chiffrage sont à comprendre comme des "autorisations d'engagement". Cela signifie, dans un budget, les sommes maximales que les administrations publiques sont autorisées à dépenser pour une année. L'utilisation de cette norme permet la souplesse nécessaire, et, dans l'ère d'incertitudes radicales que nous traversons, de donner de la visibilité et donc de la confiance aux acteurs économiques. Prévoir ces autorisations d'engagements sur 3 ans permettra aux filières de se construire pour former, accompagner et atteindre nos ambitions.

1. Les ruptures : répondre immédiatement aux urgences (2024)

Le gouvernement du Nouveau Front Populaire engage des mesures fortes dès les 15 premiers jours et les met en œuvre dès les premiers mois de son exercice. Leur premier objectif est de relever le pouvoir d'achat des Français, mis à mal par 7 années de macronisme et par l'inflation.

Ce premier paquet de dépenses publiques, conjugué avec d'autres mesures comme le relèvement de 14 % du SMIC, à 1600 euros net, et le blocage des prix, permettront de sortir d'une France dans laquelle la galère commence dès le 10 du mois. En 2024, 40 % des Françaises et Français se privent d'un repas faute de moyens nécessaires. L'inacceptable n'aura plus lieu.

Ces dépenses stimuleront immédiatement la demande et la consommation populaire, enclenchant un cycle positif de relance de l'activité.

25 milliards d'euros seront mis sur la table, notamment pour :

- Une hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaires ;
- L'abrogation immédiate des réformes des retraites et de l'assurance-chômage ;
- La gratuité intégrale de l'école publique (cantine, périscolaire, fournitures, transport)¹ ;
- La revalorisation des aides aux logements (APL) de 10 %.

En face, le Nouveau Front Populaire ira chercher immédiatement des recettes fiscales uniquement concentrées sur les rentes indues du capital. Il s'agira notamment, dans une loi de finances rectificative votée dans l'été, de la mise en place d'une taxe sur les superprofits qui permettra de redistribuer une partie des marges exceptionnelles accumulées ces dernières années dans des secteurs comme l'énergie ou l'agroalimentaire.

Cela représentera 30 milliards de rentrées fiscales nouvelles avec :

- Une taxe sur les superprofits (15 milliards) ;
- Un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) avec une composante climatique (15 milliards).

1. Cette gratuité sera intégralement compensée par l'État auprès des collectivités territoriales.

2. Les bifurcations : investir pour l'égalité, la justice et l'écologie (2025)

Une fois les premières urgences traitées, le gouvernement du Nouveau Front Populaire passe à des mesures de structure. Celles-ci visent à modifier la répartition de la richesse entre travail et capital. Mais aussi à la transformation des modes de production pour les tourner vers les besoins du pays par l'orientation des dépenses et la réduction du coût du capital. Il met donc en place une politique d'investissements publics, dans l'éducation, la santé et pour la bifurcation écologique et se protège davantage des importations nocives pour le climat, les droits des salariés et l'emploi. Ces investissements enclenchent un cercle vertueux économique pour redresser l'économie française et la tourner vers la réalisation d'objectifs écologiques et sociaux.

Dans cette phase, à la fin de l'année 2025, la dépense publique nouvelle pourra atteindre 100 milliards d'euros. Les dépenses nouvelles sont principalement des investissements, notamment :

- L'embauche d'enseignants pour réduire le nombre d'élèves par classe ;
- Un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social et de revalorisation des métiers et des salaires ;
- L'intensification de la rénovation thermique en privilégiant les rénovations globales, en augmentant les aides dédiées et en mettant en place le 0 reste à charge pour celles et ceux qui en ont besoin ;
- Le renforcement la structuration de filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables ;
- L'introduction d'une garantie d'autonomie qui complète les revenus des jeunes situés sous le seuil de pauvreté.

Afin de ne pas aggraver les comptes publics, mis dans une situation dangereuse par la politique économique d'Emmanuel Macron, de nouvelles recettes sont mobilisées, exclusivement auprès des plus riches, sans augmenter l'imposition des classes populaires ou moyennes. Le gouvernement du Nouveau Front Populaire renverse la logique et concentre l'effort fiscal sur les plus riches.

Cela représentera au total 100 milliards de rentrées fiscales nouvelles depuis l'arrivée au pouvoir avec notamment dans cette phase de nouvelles mesures comme :

- La suppression des niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes (25 milliards d'euros) ;
- Un impôt sur les successions dorées qui rend l'impôt sur l'héritage plus progressif et cible les plus hauts patrimoines en instaurant une transmission maximale de 12 millions d'euros (17 milliards d'euros) ;
- La mise en place d'un barème de 14 tranches de l'impôt sur le revenu pour le rendre plus progressif et la progressivité de la CSG (5,5 milliards d'euros) ;
- La suppression de la flat tax, pour que les revenus du capital soient imposés au même niveau que les revenus du travail (2,7 milliards d'euros).

3. Les transformations : changer la vie (2026-2027)

Jusqu'à 2027, le gouvernement du Nouveau Front Populaire travaille pour changer concrètement et en profondeur la vie du pays dans tous les domaines : services publics, quartiers populaires, ruralité, culture, sport, planification écologique, démocratie sociale.

L'achèvement de cette troisième phase portera le montant des dépenses publiques supplémentaires totales à la fin de l'année 2027 à 150 milliards d'euros. Il s'agit notamment de :

- Renouveler et développer le transport ferroviaire avec un plan pour le rail et le fret ;
- Garantir l'accès aux services publics à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire par un plan d'investissement : personne ne doit habiter à moins de trente minutes d'un accueil physique des services publics ;
- Soutenir la filière du bio et l'agroécologie, encourager la conversion en bio des exploitations en reprenant leur dette dans une caisse nationale et garantir un débouché aux produits bio dans la restauration collective ;
- Adopter une loi intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles en portant le budget à 2,6 milliards d'euros comme demandé par les associations ;
- Porter le budget de la culture à 1 % du PIB et celui du sport à 1 % du budget de l'État.
- Recruter massivement des fonctionnaires et leur donner des moyens pour lutter efficacement contre la fraude fiscale et douanière.

Dans cette phase, les effets de la relance par la consommation et les investissements écologiques en matière de rentrées fiscales commencent à se faire sentir. Le gouvernement du Nouveau Front Populaire mène aussi des réformes fiscales structurelles afin de rendre à l'impôt son caractère progressif et redistributif.

Au bout de cette phase, les nouvelles recettes de l'État font porter le total à 150 milliards d'euros, notamment grâce :

- À l'application de l'impôt Zucman sur les bénéfices des multinationales (26 milliards d'euros) ;
- À la montée en puissance de notre politique en faveur de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (10 milliards d'euros) ;
- Au renforcement de la taxe sur les transactions financières (3 milliards d'euros)

Et après ?

Après 2027, son programme continuera, en fonction des prochaines échéances électorales, de s'appliquer jusqu'à la fin de la législature, c'est-à-dire, en 2029. Certaines grandes transformations mettront plus de 2 ans et demi à être mises en œuvre. Une nouvelle phase d'approfondissement s'ouvrira alors avec de nouvelles dépenses et de nouvelles recettes. Elles respecteront les piliers de la politique budgétaire que le Nouveau Front Populaire aura mis en œuvre jusqu'à ce point : la relance par la satisfaction des besoins et le sérieux financier par le partage des richesses.

Partir plus tôt à la retraite avec le Nouveau Front populaire

Dès son arrivée au pouvoir, le Nouveau Front populaire abrogera les décrets mettant en application la réforme des retraites. Durant la législature, le Nouveau Front Populaire organisera une grande conférence avec les partenaires sociaux pour déterminer collectivement des conditions du retour de l'âge légal à 60 ans et du nombre d'annuités associées avec une réelle prise en compte de la pénibilité et des maladies professionnelles. Pour la financer, nous mobiliserons notamment une surcotisation sur les hauts salaires et mettrons à contribution les revenus qui échappent à la cotisation comme les dividendes, les rachats d'action, l'intéressement ou la participation.

Le budget au service des priorités du programme à l'horizon 2027

Ces trois temps d'action permettent la déclinaison des trois priorités du programme en fonction des besoins dans chaque domaine de la manière suivante. 90 milliards d'euros seront consacrés à la réponse à l'urgence sociale. Pour engager la bifurcation écologique, ce seront 30 milliards d'euros de dépenses et investissements publics qui seront débloqués. Une enveloppe similaire de 30 milliards d'euros sera dédiée à réparer et développer les services publics.

Priorité	Budget
Agir pour le pouvoir d'achat des Françaises et des Français	90 milliards
Une bifurcation écologique pour préserver le climat et le vivant	30 milliards
Réparer et développer les services publics	30 milliards